

210

PAYARD.

MONTLUCON, le 14 MAI 1970

6^e Arrondissement VB
Études Voies

Ligne de BOURGES à MONTLUCON

Km. 303 + 935

E.P. concédé à Mme Veuve PAYARD

D. 52

Monsieur le CHEF
de la SUBDIVISION de la COMPTABILITE V.B.
(2 ex.)

En application de la note Comptabilité n° 3224 du 8 Mai 1947,
je vous adresse ci-joints, 3 exemplaires du traité en date du 1er Mai
1970 passé avec Madame Veuve Marcel PAYARD, pour régler les conditions
d'exploitation de l'embranchement particulier visé en marge.

/ LE CHEF DU 6^e ARROND^e V.B.

Signé : PIERRE

Copie transmise :

- à Monsieur le CHEF de la 2ème Section (2 ex.)
avec 2 exemplaires du traité.
- à C.
avec 1 exemplaire du traité.

MONTLUCON, le 14 MAI 1970

/ L'INGÉNIEUR PRINCIPAL
Chef du 6^e Arrond^e V.B.

Signé : PIERRE

C

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

REGION DU SUD-OUEST

Entre les gares d'URCAY et de VALLON

TRAITE D'EMBRANCHEMENT PARTICULIER

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S. N. C. F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue St-Lazare, représentée par M. GUERVILLE, Directeur de la Région du SUD-OUEST, agissant par délégation de M. GUIBERT, Directeur Général de cette Société

d'une part ;

ET Madame Veuve Marcel PAYARD, entrepreneur à VALLON-en-SULLY (Allier) où elle fait élection de domicile,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Madame Veuve Marcel PAYARD désirant mettre un chantier de sable, gravier ciment et agglomérés qu'elle possède sur le territoire de la commune de VALLON-en-SULLY en communication avec la voie ferrée au moyen d'un embranchement particulier, la S. N. C. F. y consent et les parties sont d'accord pour que l'établissement et l'exploitation dudit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions d'Etablissement, d'entretien et d'exploitation des embranchements particuliers (C. C. E.)" - Edition du 1er novembre 1966 dont Mme Veuve Marcel PAYARD reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui seront complétées ou modifiées comme il est dit ci-dessous et auxquelles l'intéressée déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction ni réserve.

ARTICLES 1 et 4 du C. C. E. :

La limite entre la première et la seconde partie de l'embranchement est indiquée sur le plan annexé au présent traité.

ARTICLE 8 du C. C. E. :

Le terrain que l'embranché est autorisé à occuper en application de l'article 8 du C. C. E. pour y édifier les installations de seconde partie est repéré sur le plan annexé au présent traité.

La superficie des terrains occupés est de : 2.220 mètres carrés.

La redevance annuelle d'occupation correspondante est de quatre vingt seize francs soixante centimes (96,60 Francs) (taxes non comprises) (1).

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général cette redevance sera modifiée à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

...

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation d'au moins 1 % du taux moyen des prix de transport de marchandises.

ARTICLE 10 du C. C. E. :

La S. N. C. F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une seule fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur la deuxième partie de l'embranchement immédiatement après la barrière (voir plan).

La desserte régulière ne donne pas lieu à redevance.

ARTICLE 12 du C. C. E. :

Le coefficient applicable à l'embranchement et servant de base au calcul de la redevance annuelle est fixé à cinq cent cinquante six points (556).

Catégorie de l'embranchement telle qu'elle est définie dans le tableau de l'Arrêté Ministériel du 6 septembre 1966 : III a.

ARTICLE 13 du C. C. E. :

Pour la taxation des marchandises, l'embranchement est : considéré comme situé en gare de VALLON.

Le présent traité, qui annule et remplace le traité du 1er septembre 1952, entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait en double exemplaire à MONTLUÇON, le Premier Mai mil neuf cent soixante dix.

Le REPRESENTANT DE LA S. N. C. F.,

Signé : NEGRIER

Signé : Veuve PAYARD.

R.R.

6^e Arrondissement V.B.

BOURGES - MONTLUCON

P.K. 303 + 930

Embranchement PAYARD

V.

MONTLUCON, le 4 Septembre 1952

Le Chef du 6^e Arrondissement de la Voie
et des Bâtiments à MONTLUCON

à Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.

En application de la note Comptabilité n° 3224 du 8 Mai 1947, je
vous adresse ci-joints, accompagnés d'un plan, trois exemplaires du
traité type C.C.E. en date du 1^{er} Septembre 1952, passé avec Monsieur
PAYARD, Entrepreneur à VALLON-en-SULLY pour régler les conditions d'ex-
ploitation de l'embranchement particulier qui lui a été concédé au P.K.
303 + 930 de la ligne de BOURGES à MONTLUCON, entre les gares d'URCAY et
de VALLON.

Ce traité annule et remplace à compter du 1^{er} Septembre 1952 le
traité du 1^{er} Janvier 1944.

Le Chef du 6^e Arrondissement V.B.

P. Le Chef du 6^e Arrondissement V.B.

L'Ingénieur en Chef Adjoint
Signé: ALAÏZET

COPIE à Monsieur le Chef de la 2^e Section (2 ex.) { avec { 2 ex.
à C. { 1 ex.

du traité du 1-9-52/

4 Septembre 1952

Le Chef du 6^e Arrondissement V.B.

P. Le Chef du 6^e Arrondissement V.B.

L'Ingénieur en Chef Adjoint
Signé: ALAÏZET

SOCIÉTÉ NATIONALE des CHEMINS de FER FRANÇAIS

Région du SUD-OUEST

Ligne de BOURGES à MONTLUÇON
(P.K. 303 + 930)

Gare de VALLON

Embranchement particulier du chantier de sable, gravier, ciment et agglomérés
de M. Marcel PAYARD.

T R A I T E

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GIRETTE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. ARMAND, Directeur Général de la dite Société;

d'une part;

et M. Marcel PAYARD, Entrepreneur à VALLON-en-SULLY (Allier); où il fait élection de domicile,

d'autre part;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

M. PAYARD possède sur le territoire de la commune de Vallon-en-Sully (Allier), un chantier de sable, gravier, ciment et agglomérés qu'il désire maintenir en communication avec la voie de fer au moyen d'un embranchement particulier déjà établi, relié au P.K. 303+930 de la ligne de Bourges à Montluçon, entre les gares de Urçay et Vallon.

La Société Nationale des Chemins de Fer Français y consent et les parties sont d'accord pour que l'entretien, l'exploitation et la modification éventuelle du dit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions d'Etablissement, d'Entretien et d'Exploitation des embranchements Particuliers" (C.C.E.), Edition du 18 septembre 1950, enregistré à la même date à PARIS, 1er S.S.P. n° 269, dont M. PAYARD reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont complétées ou modifiées comme il est dit ci-après et auxquelles M. PAYARD déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction ni réserve.

ARTICLE 1er - (Application de l'Article 1er du C.C.E.)

L'embranchement est établi conformément au plan annexé au présent traité.

ARTICLE 2 - (Application de l'Article 4 du C.C.E.)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement que deux fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur la deuxième partie de l'embranchement, immédiatement après la barrière (voir plan).

.....

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances.

ARTICLE 3 - (Application de l'Article 8 du C.C.E.)

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements situés entre plusieurs gares, étant entendu que l'embranchement situé entre les gares d'Urçay et de Vallon, à 10.400 mètres de la gare d'Urçay et à 652 mètres de la gare de Vallon, sera considéré comme aboutissant à la gare de VALLON.

ARTICLE 4 - (Application de l'Article 9 du C.C.E.)

- § I { Superficie des terrains occupés :
Deux mille deux cent vingt mètres carrés (2.220 m2).
Redevance annuelle d'occupation :
Cinq mille cent cinquante francs (5.150 Frs.).
- § II A { Redevance forfaitaire annuelle concernant les dépenses d'entretien
et de renouvellement des installations de la 1ère partie :
Dix neuf mille sept cent quarante francs (19.740 Frs.).
- § III { Taux de base du calcul des prestations :
Prix de l'heure d'une machine de manoeuvres :
avec { 2 agents Traction (2.851 Frs.)
1 agent Traction (2.566 Frs.)
Prix de l'heure d'un agent de l'Exploitation : 285 Frs.

ARTICLE 5 -

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

- la Société Nationale des Chemins de Fer Français à son siège social, 88, rue Saint-Lazare, à PARIS,
 - et M. Marcel PAYARD à Vallon-en-Sully (Allier),
- auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait double à PARIS, le premier septembre, mil neuf cent cinquante deux.

Pour le Directeur de la Région
du Sud-Ouest et par délégation
le CHEF ADJOINT du 6^e Arrondissement EXPLOITATION,
signé : BENECH

Lu et approuvé,
signé : PAYARD